



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DIJON, LE - 6 AOUT 2009

**ARRETE PREFECTORAL**

**PORTANT MISE EN DEMEURE**

----

**Société EDIB**

----

Commune de DIJON

----

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,  
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 et l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 22 janvier 2007 autorisant la Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad, 21000 Dijon, à exploiter les installations de son établissement sis sur la commune de Dijon,
- VU les rapports de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, en date du 17 et du 20 juillet,
- VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature du 11 juillet 2009,
- CONSIDERANT que les rétentions du site sont en mauvais état, souillées et nécessitent un entretien et une réfection,
- CONSIDERANT que les règles de compatibilité ne sont pas respectées pour le stockage de certains produits, notamment pour les acides et les bases stockés sur une même rétention,
- CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fourni à l'inspection l'étude de définition des moyens d'extinction incendie à mettre en place dans le bâtiment «production», visée l'article 11 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 22 janvier 2007,
- SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région de Bourgogne,

## ARRETE

### ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad, 21000 Dijon, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter :

➤ sous 1 mois les exigences des articles 12.4.2 et 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 susvisé (les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides, l'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence),

➤ sous 1 mois les exigences des articles 12.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 susvisé (les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention),

➤ sous 3 mois les exigences de l'article 11 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 22 janvier 2007 susvisé, en fournissant à l'inspection une étude de définition des moyens d'extinction incendie à mettre en place dans le bâtiment «production».

### ARTICLE 2 -

Délai et voie de recours (Article L 514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de Dijon, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et le directeur de la Société EDIB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,
- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement  
(2 exemplaires)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de Dijon.
- . M. le Préfet de la région Bourgogne
- . M. le Directeur de la Société EDIB.

FAIT à DIJON, le      - 6 AOUT 2009

Pour le PRÉFET,  
Par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche  
et de l'Environnement de la Région de Bourgogne  
par interim,



Jean Pierre THOREY